

Commission municipale du Québec

Date : Le 1^{er} mars 2019

Dossier : CMQ-66841

30442-19

Juge administratif : Thierry Usclat, vice-président

Personne visée par l'enquête :

Alain Laplante

Maire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

ENQUÊTE EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE

DÉCISION SUR UNE DEMANDE EN SUSPENSION D'INSTANCE ET REMISE

DÉCISION

[1] La Commission municipale du Québec est saisie d'une demande d'enquête en éthique et déontologie, conformément à l'article 22 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*¹ (LEDMM).

[2] Cette demande allègue que monsieur Alain Laplante, maire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, a agi à plusieurs reprises dans l'exercice de ses fonctions, de façon à favoriser d'une manière abusive les intérêts de monsieur Guy Grenier, son chef de cabinet, contrevenant ainsi à l'article 6.1 du *Code d'éthique et de déontologie des élus de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (le Code d'éthique)*² et à l'article 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM)³.

[3] Les audiences sur la demande d'enquête sont fixées aux 18, 19, 20, 21 et 22 mars 2019.

DEMANDE EN SUSPENSION D'INSTANCE

[4] Le 16 janvier 2019, M^e Chantale Bouchard, procureure de monsieur Laplante, demande la suspension d'instance et l'annulation des audiences prévues jusqu'à ce que la Cour supérieure ait rendu son jugement final et exécutoire dans le dossier N° 755-17-002790-189. Dans ce dossier⁴ monsieur Grenier se pourvoit en contrôle judiciaire en raison de son congédiement par la Ville. Il demande, notamment, l'annulation des résolutions prises par la Ville, sa réintégration dans ses fonctions de chef de cabinet du maire et dommages-intérêts.

[5] Selon la procureure de monsieur Laplante, les actions reprochées à l'élu visé dans la plainte concernent essentiellement la position prise par celui-ci dans le cadre d'un litige opposant la Ville et monsieur Guy Grenier.

[6] Elle soutient que la décision sur le fond du dossier de la Cour supérieure sera déterminante dans le présent dossier, en ce qu'il est impossible de déterminer quels sont les intérêts de la municipalité en regard des agissements faisant l'objet de la

1. RLRQ, chapitre E-15.1.0.1.

2. Règlement 200-2011, entré en vigueur le 5 novembre 2011.

3. RLRQ, chapitre E-2.2.

4. Copie de la demande introductive d'instance modifiée du dossier N° 755-17-002790-189 produit comme Pièce R-1.

plainte tant et aussi longtemps qu'un juge de la Cour supérieure ne se sera prononcé sur la légalité du congédiement de monsieur Grenier.

[7] Elle ajoute que ce n'est qu'à ce moment que les « intérêts de la Ville », tels que mentionnés dans les manquements allégués amendés, pourront être clairement établis.

[8] Enfin, elle soumet que le maintien de la présente audience aux dates fixées affecterait son droit à une défense pleine et entière.

[9] À la fin de l'audience, monsieur Alain Laplante modifie sa demande de suspension d'instance initiale, du 21 janvier 2019, en précisant qu'il souhaite une suspension d'instance d'une durée de six mois.

Observations des procureurs indépendants

[10] La procureure indépendante de la Commission s'oppose à la demande en suspension et annulation d'audience puisqu'elle estime que les conclusions de la Cour supérieure ne sont pas pertinentes au dossier en cours.

[11] Selon elle, la demande en suspension d'instance ne devrait pas être accueillie, parce qu'elle ne rencontre pas les critères établis par les tribunaux et qu'une telle suspension doit être exceptionnelle.

[12] Elle soumet qu'il n'y a ni identité de parties ni d'objet du recours. Monsieur Alain Laplante n'est pas une partie concernée dans les procédures devant la Cour supérieure. Ni la Ville ni monsieur Guy Grenier, parties opposantes dans le pourvoi en contrôle judiciaire à la Cour supérieure, ne sont des parties dans le présent dossier.

[13] De plus, l'objet des deux recours n'est pas le même. Dans la présente affaire, la Commission doit déterminer si monsieur Alain Laplante a commis les actes qui lui sont reprochés dans la demande d'enquête et, dans l'affirmative, s'il a commis une infraction déontologique.

[14] En ce qui concerne la cause impliquant monsieur Guy Grenier, la Cour supérieure aura à se prononcer sur la légalité des résolutions, prises par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, le congédiant.

[15] Quant au fondement du recours, la demande d'enquête en matière d'éthique et de déontologie municipale se base sur la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*. Les seules sanctions possibles sont celles prévues à l'article 31 de cette loi.

[16] Le pourvoi en contrôle judiciaire se base quant à lui sur le Code de procédure civile. Les remèdes recherchés par monsieur Guy Grenier sont l'octroi de dommages-intérêts et de dommages-intérêts punitifs contre la Ville et ultimement, sa réintégration dans ses fonctions de chef de cabinet du maire.

[17] Finalement, elle soumet qu'il n'y a aucune chance de jugements contradictoires et que la décision qui sera rendue par chaque tribunal ne liera pas l'autre.

L'ANALYSE

Obligation de trancher avec célérité

[18] Le préambule du nouveau *Code de procédure civile*⁵ établit l'obligation générale des tribunaux de trancher les litiges qui leur sont soumis avec célérité et dans le respect de la proportionnalité.

« [...]

Le Code [de procédure civile] vise à permettre, dans l'intérêt public, la prévention et le règlement des différends et des litiges, par des procédés adéquats, efficaces, empreints d'esprit de justice et favorisant la participation des personnes. Il vise également à assurer l'accessibilité, la qualité et la célérité de la justice civile, l'application juste, simple, proportionnée et économique de la procédure et l'exercice des droits des parties dans un esprit de coopération et d'équilibre, ainsi que le respect des personnes qui apportent leur concours à la justice.

[...]

18. Les parties à une instance doivent respecter le principe de proportionnalité et s'assurer que leurs démarches, les actes de procédure, y compris le choix de contester oralement ou par écrit, et les moyens de preuve choisis sont, eu égard aux coûts et au temps exigé, proportionnés à la nature et à la complexité de l'affaire et à la finalité de la demande.

Les juges doivent faire de même dans la gestion de chacune des instances qui leur sont confiées, et ce, quelle que soit l'étape à laquelle ils interviennent. Les mesures et les actes qu'ils ordonnent ou autorisent doivent l'être dans le respect de ce principe, tout en tenant compte de la bonne administration de la justice. »

[Nos soulignements]

[19] En matière disciplinaire, ce principe se manifeste notamment par l'obligation de commencer l'audition dans un délai de 120 jours de la plainte reçue en application du *Code des professions*⁶ :

« 139. Le président en chef, en collaboration avec le président du conseil de discipline et le secrétaire du conseil, doit s'assurer que l'audience débute dans un délai raisonnable. À moins de circonstances particulières, celle-ci doit débiter dans les 120 jours de la signification de la plainte.

5. RLRQ, chapitre C-25.01

6. RLRQ, c. C-26.

Avis d'au moins trois jours francs de la date et du lieu d'audience doit être donné à l'intimé et à son procureur, le cas échéant, par le secrétaire du conseil de discipline. Cet avis est signifié conformément au Code de procédure civile (chapitre C-25.01). »

[Nos soulignements]

[20] Une disposition similaire est prévue à la LEDMM⁷ :

« 27. Au plus tard le 90e jour suivant celui où lui a été transmise la demande conformément à l'article 22, la Commission transmet au membre du conseil visé, au demandeur, à la municipalité et au ministre sa décision ou, si l'enquête est toujours en cours, informe le membre, le demandeur et le ministre de l'état d'avancement de l'enquête et de la date à laquelle sa décision sera transmise. »

[Nos soulignements]

Nature exceptionnelle de la demande de suspension d'instance

[21] Il est reconnu qu'un Tribunal administratif peut s'inspirer des règles contenues au *Code de procédure civile*.

[22] La demande de suspension d'instance doit être considérée en principe comme étant exceptionnelle. Ceci étant dit, une personne qui cherche à obtenir la suspension d'instance doit justifier la demande.

[23] La Cour supérieure⁸ qui a reconnu ce principe d'instance, s'exprime ainsi, sur ce point :

« [5] La décision que doit rendre le Tribunal de suspendre ou non le recours relève de sa discrétion judiciaire. Elle doit être exercée judicieusement en prenant en considération l'intérêt des parties, l'impact que pourrait causer cette suspension sur le cheminement du recours, les risques de jugements contradictoires et l'utilisation des ressources judiciaires. C'est une décision d'opportunité, mais le fardeau repose sur les épaules de celui qui demande la suspension.

[6] Le Tribunal doit à la fois agir avec déférence pour la Cour d'appel qui aura à statuer sur le recours de l'AJACLP et éviter de placer le juge de première instance, qui aura à statuer sur les présents recours, dans un carcan qui l'empêcherait de décider.

[7] La situation doit être examinée dans son ensemble. Il est nécessaire d'évaluer tous les paramètres de chacun des recours, les questions véritablement en litige et le but recherché par les parties. »

[Nos soulignements]

7. Préc., note 1, art. 27.

8. *Association des juges administratifs du Tribunal administratif du Québec et al. c. Procureur général du Québec*, 2011 QCCS 6719, par. 5 à 7.

[24] Saisie d'une demande de suspension d'instance, l'Honorable juge Alary, s'exprime comme suit⁹ :

« [33] Le recours en dommages-intérêts des demandeurs en est à ses tout débuts.

[34] Il n'est pas facile de prévoir le temps qui sera nécessaire pour obtenir des décisions finales dans les autres instances. Les délais d'audition peuvent être longs et l'issue est tributaire des recours possibles en appelé. Des mois, sinon des années peuvent s'écouler avant que l'issue finale des trois recours soit connue.

[35] En accordant une suspension de la présente instance, le Tribunal retarderait d'autant la mise en état du dossier. Cette décision ne contribue donc pas aux objectifs de célérité et d'accessibilité à la justice. »

[25] En matière disciplinaire, on considère que le respect de ce principe est essentiel au bon fonctionnement du système de justice disciplinaire. Par conséquent, toute demande de suspension sera considérée comme exceptionnelle. Le conseil de discipline de l'Ordre des optométristes écrivait :

« [32] La requête en suspension d'audition sur culpabilité des cinq (5) dernières plaintes déposées par le plaignant constitue une procédure d'exception sur laquelle le Conseil doit se prononcer¹⁰. »

[26] De plus, les délais contenus dans les lois imposant des processus disciplinaires sont une manifestation importante du souci du législateur de mettre en place un système de justice efficace, et la concrétisation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable prévu à la *Charte des droits et libertés de la personne*¹¹ (Charte québécoise).

[27] Dans l'affaire Gingras¹², la Commission municipale s'exprimait ainsi sur une demande de suspension d'instance :

« [40] En matière de suspension d'instance, les auteurs Ferland et Emery¹³ ont élaboré un test composé de trois critères pour évaluer l'opportunité de suspendre une instance en application de l'article 212 du nouveau *Code de procédure civile*, qui est depuis appliqué par les tribunaux civils¹⁴ lorsqu'ils sont saisis de la question. Ces critères sont les suivants :

- les deux instances doivent être saisies d'actions unies ou non entre les mêmes parties;

9. *Gravel et al. c. l'Agence de Revenu du Québec*, 2016 QCCS 3678.

10. *Lalonde c. Bélanger*, C.D. Optométristes, 23 avril 2014, dossier n° 28-10-02628.

11. RLRQ, chapitre C-12.

12. *Gingras (Re)*, 2016 CanLII 65992 (QC CMNQ).

13. *Denis Ferland et Benoît Emery, Précis de procédure civile du Québec*, 5^e éd., vol. 1, Cowansville, Les Éditions Yvon-Blais, 2015, art. 212, p. 639-641.

14. *Dubord c. Doyon*, J.E. 2000-117 (C.Q.).

- les deux actions doivent avoir le même fondement juridique ou soulever les mêmes points de droit et de faits;
- aucun préjudice sérieux ne peut en résulter pour la partie adverse.

[42] Ils nous rappellent que ces trois indices permettront de déterminer à quel moment on peut suspendre l'instruction d'une procédure en Cour du Québec jusqu'au jugement de la Cour supérieure passé en force de chose jugée. »

[28] Enfin, les tribunaux tiennent aussi compte des remèdes susceptibles d'être accordés au terme de chaque instance¹⁵.

« [7] La juge de première instance conclut donc que les deux actions n'ont pas le même fondement juridique ou ne soulèvent pas les mêmes points de droit ou de fait, ce que requiert l'art. 273 C.p.c. avant d'ordonner la suspension de l'instruction. [...] En effet, la poursuite en Cour supérieure porte sur l'accident survenu en avril 2009, alors que celle en Cour du Québec s'attarde à la location qui a suivi l'installation de la grue. Ainsi, peu importe l'issue en Cour supérieure, le solde de la location réclamé en Cour du Québec demeurera dû, ce que reconnaît l'appelante, qui entend invoquer la compensation judiciaire. Il n'y a donc aucune utilité à suspendre les procédures et il n'existe pas de réel danger de jugements contradictoires.

[Nos soulignements]

Caractère distinct de la demande d'enquête en déontologie

[29] Dans la décision *Sklar c. Hudson's Bay Company*¹⁶, la Cour d'appel a décidé que les recours déposés devant des instances distinctes devaient en principe cheminer en parallèle :

« [4] La règle générale est que le criminel ne tient pas le civil en état. Le principe de base reste donc que les deux instances fonctionnent de façon parallèle comme d'ailleurs le prévoit de façon claire l'article 11 du Code criminel.

Aucun recours civil pour un acte ou une omission n'est suspendu ou atteint du fait que l'acte ou l'omission constitue une infraction criminelle.

[5] Pour qu'il y ait exception à cette règle, il est indispensable selon la jurisprudence que le requérant démontre que sans la suspension de l'instance civile, ses droits fondamentaux à une défense pleine et entière seraient sérieusement menacés ou compromis (*Pétroles Esso Canada c. Entreprises Chaput*, [1988] R.J.Q. 1388 (C.S.); *Saccomanno c. Swanson*, (1987) 49 Alta L.R. (2d) 327 (C.A. Alta).

Il ne faut pas oublier à cet égard que tant la Loi sur la preuve du Canada, L.R.C. (1985) c. C-5, que la Charte canadienne (art. 13), protège contre les éléments de preuve dérivés de déclarations forcées. »

[Nos soulignements]

15. *CRT-Hamel c. Guay Inc.*, 2013 QCCA 1828, par. 7.

16. J.E. 2000-1502 (C.A.).

[30] La Cour suprême¹⁷ reconnaissant que le procès disciplinaire est distinct et que les tribunaux judiciaires n'ont pas à en tenir compte, conclut ainsi :

« 28. Je conclus que l'appelant en l'espèce n'est pas jugé ni puni de nouveau pour la même infraction. Les "infractions" sont totalement différentes. L'une porte sur une question de discipline interne. [...] L'autre infraction est l'infraction criminelle de voies de fait. L'accusé doit maintenant rendre compte de sa conduite à la société en général. [...] Avec égards, je fais mien le passage suivant des motifs du juge Cameron de la Cour d'appel :

[TRADUCTION] Il est possible qu'un acte unique comporte plus d'un aspect et entraîne plus d'une conséquence juridique. S'il constitue un manquement à une obligation envers la société, il peut équivaloir à un crime dont l'auteur est responsable envers le public [...] Le même acte peut comporter un autre aspect, c'est-à-dire le manquement aux obligations découlant de l'exercice d'une fonction ou d'une profession, auquel cas l'auteur doit s'expliquer devant ses pairs. Ainsi, un médecin qui commet une agression sexuelle contre un patient sera passible à la fois d'une condamnation au criminel à l'instigation de l'état, d'une poursuite en dommages-intérêts sur les instances du patient, et d'une sanction disciplinaire à la demande du conseil d'administration de sa profession. De même, un agent de police qui agresse un prisonnier est coupable envers l'état pour le crime qu'il a commis, envers la victime pour le préjudice qu'il a causé, et envers le corps policier dont il est membre pour son manquement à la discipline. »

[Nos soulignements]

[31] Le Tribunal des professions ainsi que les conseils de discipline des différents ordres professionnels ont appliqué de façon constante ces principes¹⁸.

[32] Ainsi, le conseil de discipline de la Chambre des notaires du Québec s'exprimait comme suit sur ce point¹⁹ :

[14] Les tribunaux s'inspirent aussi des critères établis par la Cour suprême qui nous enseigne que la suspension d'instance et l'injonction interlocutoire sont des redressements de même nature qui doivent être régis par les mêmes règles. Ainsi, celui qui demande la suspension doit démontrer :

- qu'il a une apparence de droit et que la question soulevée est sérieuse;
- qu'il subira un préjudice irréparable si la suspension n'est pas ordonnée;
- que la prépondérance des inconvénients favorise l'octroi du sursis.

[15] En l'espèce, les deux procédures ne concernent pas les mêmes parties.

[16] En effet, Me Dragon n'est pas une partie concernée dans les procédures devant la Cour supérieure.

17. *R. c. Wigglesworth* [1987] 2 RCS 541, par. 28.

18. *Boulet c. Ingénieurs (Ordre professionnel des)*, 2005 QCTP 124; *Milunovic c. Beaudin*, 2006 CanLII 53501 (C.D. Barreau).

19. *Notaires (Ordre professionnel des) c. Dragon*, 2016 CanLII 62760 (QC CDNQ).

[17] Quant à la plainte disciplinaire, ni les demandeurs ni les défenderesses de la requête devant la Cour supérieure ne sont visés. Les parties sont la syndique adjointe et M^e Dragon uniquement.

[18] Ainsi, Me Dragon n'a pas à faire face à deux débats contradictoires.

[19] Aussi, les deux procédures n'ont pas les mêmes fondements juridiques.

[20] Il est utile de rappeler que le droit professionnel est un droit *sui generis* qui ne doit pas être confondu avec le droit civil.

[21] Le Tribunal des professions dans l'affaire *Bélanger c. Guilbeault (ingénieurs)* explique que le droit disciplinaire est un droit autonome et n'a pas à céder le pas aux autres domaines du droit.

[...]

[25] Le Conseil de discipline doit déterminer si Me Dragon a commis les actes qui lui sont reprochés et, dans l'affirmative, si elle a ainsi commis une infraction déontologique.

[26] Si le Conseil de discipline déclare le professionnel coupable d'avoir enfreint le Code des professions, sa loi constitutive, ou l'un ou l'autre des règlements adoptés en vertu de ces derniers, les seules sanctions qu'il peut imposer sont celles prévues à l'article 156 du Code des professions et aucune autre.

[27] À cette fin, en règle générale, le Conseil de discipline ne tient pas compte des procédures civiles prises parallèlement au processus disciplinaire. Le Conseil de discipline n'est pas lié par une décision rendue par une autre instance civile relativement aux faits qui font l'objet d'une plainte.

[28] Les procédures devant la Cour supérieure sont d'un tout autre ordre. En effet, la Chambre des notaires et le Barreau du Québec demandent à la Cour supérieure de déclarer que les défenderesses exercent illégalement des fonctions de notaire et d'avocat et d'ordonner à ces dernières qu'elles cessent de poser des actes exclusifs à ces professions.

[29] Si la Cour supérieure décide que les défenderesses usurpent effectivement des fonctions de notaire et d'avocat qui sont du ressort exclusif de ces derniers et qu'elles exercent illégalement ces professions, est-ce que la plainte disciplinaire devient caduque?

[30] Ou à l'inverse, si la Cour supérieure conclut que le recours de la Chambre des notaires et du Barreau du Québec n'est pas fondé, est-ce que la plainte disciplinaire devient sans objet?

[31] Bien sûr que non.

[32] Le recours de la syndique adjointe même s'il était fondé sur les mêmes faits que ceux qui seraient allégués devant la Cour supérieure, advenant qu'ils étaient établis devant les deux instances, n'est pas susceptible d'engendrer des jugements contradictoires, puisque l'objet et la portée de ces derniers sont fort différents.

[33] Que le Conseil de discipline déclare Me Dragon coupable ou non des infractions déontologiques reprochées, sa décision n'a pas l'autorité de la chose jugée, car ses conclusions ne concernent pas le litige devant la Cour supérieure.

[34] De même, que la Cour supérieure tranche en faveur ou non des prétentions de la Chambre des notaires et du Barreau du Québec, ceci n'a pas d'impact sur la culpabilité de M^e Dragon.

[35] Les conclusions de l'une et l'autre des décisions ne lient ni l'une ni l'autre instance. Il n'y a donc pas de risque de jugement contradictoire.

[33] Appliquant ces principes au présent dossier, la Commission est d'avis que les recours dont il est question ici, sont intentés devant des instances différentes et qu'ils sont distincts.

[34] En effet, dans le cadre de l'enquête de la Commission, les agissements de monsieur Guy Grenier et des membres du conseil à son égard ne sont pas en cause, ni les motifs de son congédiement ou les décisions prises par la Ville à cet égard. Ces faits ne sont pas pertinents aux fins de l'enquête et ne constituent pas le cœur du litige.

[35] Dans le cas qui nous occupe, les deux instances n'impliquent pas les mêmes parties : l'une est intentée par monsieur Grenier contre la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et l'autre par des plaignants privés. De plus, elles ne sont pas exercées devant le même Tribunal. Le présent recours est un recours déontologique alors que celui devant la Cour supérieure en est un de nature civile.

[36] Pour le recours intenté par monsieur Grenier en Cour supérieure, le Tribunal devra décider si le congédiement de celui-ci est légal, s'il doit être réintégré dans ses fonctions et s'il peut obtenir des dommages-intérêts.

[37] De plus, la détermination de la légalité des résolutions adoptées n'a aucun impact pour évaluer le comportement de monsieur Alain Laplante; même si les résolutions étaient illégales, cela ne changerait pas les faits qui se sont déroulés.

[38] D'autre part, les bases juridiques de chacune des instances sont distinctes et les conclusions possibles au terme de chaque processus sont différentes.

[39] En vertu de la LEDMM, la Commission devra déterminer si l'élu a commis un manquement à son Code d'éthique et, le cas échéant, lui imposer une sanction.

[40] Par ailleurs, le législateur a clairement manifesté son intention que le recours en déontologie puisse cheminer parallèlement avec d'autres recours, par exemple un recours en inhabilité devant la Cour supérieure même si la Commission est saisie d'une plainte en éthique portant sur les mêmes faits. L'article 36 de la LEDMM est clair :

« 36. Une enquête tenue par la Commission sur une demande qui lui a été transmise conformément à l'article 22 et, le cas échéant, l'imposition d'une sanction visée par l'article 31 n'empêche pas que soit intentée une action en déclaration d'inhabilité contre le membre du conseil de la municipalité visé par la demande relativement aux mêmes faits. »

[41] La Commission est d'avis que le risque de jugements contradictoires est inexistant parce que les recours sont fondés sur une base juridique distincte et que les remèdes recherchés par chaque instance sont différents. Même si les deux instances en cause en arrivaient à des conclusions différentes sur certains aspects, par exemple la légalité des résolutions congédiant monsieur Grenier, il ne s'agirait pas d'une contradiction de nature à empêcher l'application des lois.

[42] La Commission est également d'avis que la décision qui pourrait être rendue par chaque tribunal ne liera pas l'autre.

[43] D'autre part, le respect des règles déontologiques par un élu municipal est d'intérêt public. L'intérêt public et une saine administration de la justice commandent de favoriser la célérité des procédures.

[44] Sur ce point, le conseil de discipline de l'ordre des Notaires soulignait²⁰ :

« [38] Parce qu'il ne risque pas d'y avoir de jugements contradictoires pour les motifs déjà exposés, cet argument de M^e Dragon ne peut être retenu. Le Conseil de discipline ne peut donc conclure que M^e Dragon subirait un préjudice irréparable sans la suspension des procédures.

[39] Par contre, si le Conseil de discipline acceptait de suspendre l'instance disciplinaire en raison d'une requête devant la Cour supérieure, il ne remplirait pas le rôle que lui confie le législateur.

[40] Le processus disciplinaire pourrait être paralysé, ce qui irait à l'encontre de son devoir en regard de la protection du public.

[41] La balance des inconvénients est en faveur de la poursuite de l'instance disciplinaire, et ce, malgré notamment le fait que l'urgence n'ait pas été alléguée. »

[45] Monsieur Laplante invoque également que la poursuite normale de l'instance compromet son droit à une défense pleine et entière, notamment par ce qu'il a besoin d'obtenir certains documents de la part des plaignants et du directeur général avant l'audience.

[46] À la suggestion de la Commission, M^e Bouchard a déposé une demande d'ordonnance de production de documents. La Commission a accueilli la demande et a émis l'ordonnance réclamée qui a été transmise aux personnes visées qui devront produire ces documents le 1^{er} mars 2019 en salle d'audience.

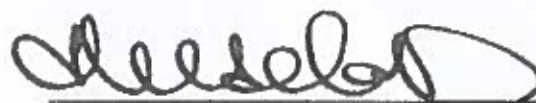
[47] M^{es} Gunst et Bouchard ne s'opposant pas à l'émission d'une ordonnance de confidentialité permettant d'assurer la confidentialité de ces documents pendant l'instance, celle-ci sera émise par le soussigné.

20. *Notaires (Ordre professionnel des) c. Dragon*, 2016 CanLII 62760 (QC CDNQ).

[48] Pour tous ces motifs, la Commission est d'avis que la demande en suspension d'instance et remise doit être rejetée.

EN CONSÉQUENCE, LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC :

- **REJETTE** la demande en suspension d'instance et demande de remise.



THIERRY USCLAT, vice-président et
Juge administratif

TU/II

M^e Naomi Gunst

Direction du contentieux de la Commission municipale du Québec

Procureure indépendante pour la Commission municipale du Québec

M^e Chantale Bouchard

KSA avocats

Procureure pour Alain Laplante

Audiences : 21 janvier et 14 février 2019

COPIE CONFORME

Ce... jour d... 2019
Secrétaire C.M.Q.